



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

Lisez l'Anticapitaliste ! - <https://lanticapitaliste.org/>

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Lundi 25 janvier 2021

Un an de pandémie...

Nos vies valent plus que leurs profits !

Le 23 janvier 2020, les autorités chinoises mettaient 60 millions d'habitants en quarantaine pendant que les gouvernements européens observaient sans rien faire. Depuis, on a connu le scandale des masques, les vaccins distillés au compte-gouttes, les hôpitaux débordés, les milliards pour les plus riches, les licenciements et les restrictions pour les travailleurs. Et c'est nous que Macron ose engueuler en dénonçant « 66 millions de procureurs ».

Une catastrophe sanitaire

Depuis le début de cette crise, tous les gouvernements montrent la même incapacité à gérer la pandémie, alternant sermons et mesures autoritaires. Les gouvernants ont même, pour les accuser de tous les maux, convoqué au tribunal les chauve-souris et les pangolins ! Sauf que les systèmes de santé ont partout été asphyxiés par des années de restrictions budgétaires.

Les États les plus riches s'accaparent les doses de vaccins au détriment des pays pauvres. Alors que Pfizer et Moderna ont annoncé la semaine dernière des retards de livraison en Europe, de nombreux gros labos pourraient sans doute participer à la production du sérum, mais tout est ralenti, entre autres pour raison de secret commercial et de jouissance des brevets. Et Sanofi, à la traîne dans la production de son vaccin, refuse non seulement de mettre ses capacités de production au service des vaccins existants, mais licencie ses propres chercheurs.

Gouvernants comme grandes entreprises ont des logiques qui font passer leurs profits avant nos vies.

Une catastrophe sociale à combattre

Les grandes entreprises profitent de la situation pour réorganiser leur système de production et licencier, tandis que beaucoup des plus petites coulent du fait de la crise économique. Cela n'empêche pas les riches de s'enrichir. Sauf que, à l'autre bout, dans le monde entier, le chômage et la misère se répandent : d'ici la fin de l'année, environ 150 millions de personnes risquent de basculer dans l'extrême-pauvreté et les longues files d'attente aux soupes populaires sont déjà courantes en Argentine ou au Liban. En France, la catastrophe sociale va s'approfondir dans les prochains mois.

Dans près de 800 entreprises, très grandes ou moyennes, les travailleurs sont sous le coup de plans de licenciements, soit plus de 70 000 emplois déjà menacés, sans oublier les CDD, les sous-traitants et les contrats d'intérim non renouvelés. La précarité et les confinements se font aussi durement sentir auprès des jeunes privés d'emploi et des étudiants.

Après avoir distribué les milliards aux grosses entreprises, les ministres se relaient pour expliquer qu'on ne pourra pas laisser une dette pareille à nos enfants. C'est donc à nous qu'ils veulent faire payer ces milliards. D'ailleurs, des attaques insidieuses contre les classes populaires ont commencé avec, entre autres, les baisses de l'allocation logement que subit la majorité des bénéficiaires depuis le début de l'année.

Nous préparer

Si nous les laissons faire, les chômeurs auront des indemnités réduites et ceux qui garderont un travail verraient leur salaire baisser – comme chez Carambar, dans le Nord, où la direction veut licencier tous ses salariés pour les reprendre dans une nouvelle usine à côté avec des salaires plus bas. La seule chose qui puisse ouvrir une autre issue, ce sera nos luttes.

Dans le monde, du Liban à la Biélorussie en passant par les États-Unis, les soulèvements populaires n'ont pas manqué en 2020. Depuis la semaine dernière, des émeutes se répandent dans les quartiers populaires de Tunisie. Un scénario pas si différent des prémisses du Printemps arabe. Depuis deux mois, près de 200 000 paysans indiens occupent des autoroutes à proximité de New Delhi et s'affrontent à l'extrême droite au pouvoir. La situation devient partout intenable pour les classes populaires.

La colère engendrée parmi les travailleurs de tous les pays pourrait aussi les unir contre les responsables de cette catastrophe. C'est le meilleur souhait qu'on puisse formuler pour 2021 !

Lisez et contactez l'Étincelle en ligne
Facebook : NPA L'Étincelle – Renault Lardy

Tous «mobilisés» !

Jeudi 14 janvier, nous étions une centaine de grévistes, sur place ou en distanciel, pour montrer notre colère face aux mensonges de la direction, qui continue à prétendre que ses économies se feront au bon gré du volontariat, sans donner de chiffres précis sur l'avenir de nos emplois. Sur le coup, sa seule réponse... a été de solliciter une équipe de gendarmes pour surveiller le débrayage. Pas de quoi nous empêcher de discuter de perspectives de mobilisation, de s'organiser pour construire la suite.

En tout cas, une belle réussite pour ce premier débrayage de l'année, qui en appelle d'autres !

Coïncidence ?

Malgré ses efforts pour nous pourrir la vie, la direction de Renault rame pour trouver des « volontaires » à mettre dehors. Mais pas question d'attendre pour atteindre son objectif de réduction des coûts, alors qu'elle peut mettre des salariés au chômage partiel, largement subventionné par l'État (et donc nos impôts !). En effet, 2500 postes en moins d'ici septembre, c'est 20 % des effectifs dans l'ingénierie et le tertiaire. Et le chômage partiel un jour sur 5 représente une économie d'environ 20 % de la masse salariale.

Le compte est bon... pour les patrons !

Les offres du mois

Qui a dit que les « gris » n'étaient pas choyés par la direction ? En plus des formations par web sur « Construire sa carte mentale pour organiser ses idées » ou « Explorer son envie de créer », elle propose aussi des offres d'emplois « privilèges ». De « privilèges », il faut entendre qu'il faut contacter Manpower. Tout leur phrasé pompeux ne saurait nous tromper sur leur intention qui n'est que de nous voir partir pour améliorer ses profits à court terme.

Si ces offres sont aussi « privilèges » qu'ils le disent, qu'ils en profitent, nous, on ne les retient pas !

Pile à côté

Ça y est, de Meo nous a fièrement annoncé que Renault et Plug Power allaient « collaborer » au développement de la pile à combustible. De l'hydrogène pour remplacer le moteur Diesel actuellement gelé ? Alors que les salariés du site de Lardy auraient depuis longtemps dû travailler sur ce sujet, le site a des prédispositions pour les nouveaux carburants et les compétences. Mais voilà à force de couper dans les budgets R&D nos dirigeants grassement payés pour prévoir n'ont rien prévu.

En espérant que ce partenariat ne se termine pas comme les stations Quick Drop.

Merci pour l'accueil

Depuis le début de l'année, bien des salariés sous-traitants ont vu leur badge désactivé et sont obligés de passer tous les jours à l'accueil.

Face à ce mépris toujours plus grand, il n'y a qu'un coup de colère qui puisse changer les choses. Et les salariés ont toute la force nécessaire à disposition : sans eux, Lardy ne tournera plus et les projets prioritaires de Renault ne sortiront pas. Alors, faisons-nous respecter !

Ils commencent à nous échauffer

Jamais à court d'idées lorsqu'il s'agit de récupérer de l'argent de l'État, la direction vient d'inventer les chômeurs partiels... remplaçants ! Quand un collègue qui chôme le vendredi doit travailler à 100 % (pour une mission ou un projet prioritaire), c'est un autre qui est mis en chômage partiel. Un coaching absurde, qui sert juste à maintenir le financement de l'État.

Pour ne plus subir leurs décisions ubuesques, il va falloir qu'on envahisse tous le terrain de la lutte.

Dialogue anti-social

Senard et de Meo ont profité du lancement en grande pompe (un show à 900 000 €) de la « Renaultion » pour se cirer mutuellement les pompes. Mais l'ambiance du #chatwithluca s'est un peu tendue quand un salarié l'a interrogé sur les conséquences du passage de l'écurie F1 à Alpine. Il a répondu qu'il n'aimait « *pas trop cette question* », ajoutant: « *si vous ne voulez pas faire ça, vous savez ce que vous devez faire* ».

Faire grève pour imposer nos revendications ?
Message reçu !

Une manif qui en appelle d'autres !

La manifestation pour l'interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois a réuni plus de 2 000 personnes samedi dernier. Un succès pour cette initiative venue de syndicats de base. Des délégations de dizaines d'entreprises ont battu le pavé : Total Grandpuits (en grève depuis 3 semaines), Sanofi, General Electric, EDF, SKF, Renault et bien d'autres. Cette première manifestation est un jalon modeste, mais qui montre la voie : pour faire reculer patrons et gouvernement, il faut sortir se coordonner avec d'autres travailleurs qui subissent les mêmes menaces et les mêmes attaques.

La journée du 4 février sera une nouvelle occasion de dire non aux suppressions de postes.

La colère des étudiants s'est matérialisée !

La semaine dernière, les étudiants ont manifesté contre le gouvernement qui les a abandonnés depuis des mois. Ras-le-bol de l'isolement, des cours en ligne et de la galère pour finir le mois. Ce ne sont pas les annonces de Macron qui vont régler le problème : les étudiants ne demandent pas l'aumône, mais de quoi vivre dignement. Avec les milliards que le gouvernement a donnés aux entreprises, il y aurait largement de quoi verser des allocations.

De nouvelles manifestations sont prévues cette semaine. La volonté des étudiants de retourner en cours est bien légitime, tout en s'assurant des meilleures conditions sanitaires possibles.